



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – LL – 327

Arras, le 24 décembre 2020

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

Communes de LIGNY-LES-AIRE et WESTREHEM

**EXPLOITATION D'UN PARC ÉOLIEN
PAR LA SOCIÉTÉ PARC ÉOLIEN DU MOULINET**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT
AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

Le Préfet du Pas-de-Calais

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre unique du titre VIII du livre 1^{er} ;

Vu la nomenclature des installations soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration en application des articles L.511-2 et L.512-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 modifié fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-10-19 du 24 août 2020 accordant délégation de signature à M. Alain CASTANIER, secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu la demande présentée en date du 27 octobre 2017 par la Société Parc Éolien du Moulinet dont le siège social est situé 1-5, rue Jean Monnet – 94130 Nogent-sur-Marne, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent composée de huit aérogénérateurs et d'un poste de livraison d'une puissance totale de 17,6 MW sur le territoire des communes de Ligny-les-Aire et Westrehem ;

Vu le courrier électronique du demandeur en date du 25 avril 2020, indiquant le déplacement de l'éolienne E1 et fournissant les nouvelles coordonnées géographiques de E1 ;

Vu les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;

Vu les pièces complémentaires attendues et déposées en date du 17 juin 2019 ;

Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale en date du 23 octobre 2019 ;

Vu le mémoire en réponse du demandeur du 28 novembre 2019 à l'avis de la M.R.A.E ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 06 janvier au 06 février 2020 inclus, sur la demande présentée par la société Parc Éolien du Moulinet ;

Vu le registre d'enquête, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accord du ministre de la Défense en date du 28 novembre 2017 ;

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 30 novembre 2017 ;

Vu l'avis favorable du 09 janvier 2018 du ministre chargé de l'Aviation Civile ;

Vu les avis défavorables de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer en date des 13 avril 2018 et 28 août 2019 ;

Vu les avis favorables des conseils municipaux des communes de Bailleul-lez-Pernes, Blessy, Estrée-Blanche, Ligny-lès-Aire, Lisbourg, Norrent-Fontes et Westrehem ;

Vu les avis défavorables des conseils municipaux des communes de Ames, Auchy-au-Bois, Enquin-lez-Guinegatte, Febvin-Palfart, Fontaine-les-Hermans, Lières, Nédon, Nédonchel et Sains-les-Pernes ;

Vu le rapport du 10 juin 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'Inspection des Installations Classées ;

Vu l'arrêté préfectoral de sursis à statuer du 16 septembre 2020 prolongeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale susvisée jusqu'au 31 décembre 2020 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation Sites et Paysages en date du 11 décembre 2020 ;

Vu le courrier du 23 décembre 2020 par lequel le demandeur indique que le projet d'arrêté n'appelle aucune remarque particulière :

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement qui dispose que : « *l'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre I^{er}* » ;

CONSIDÉRANT que l'article L.181-3 I du code de l'environnement dispose « *L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, selon les cas.* » ;

CONSIDÉRANT que les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, applicable aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sont notamment : « *la commodité du voisinage, [...] la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, [...], la conservation des sites et des monuments, ainsi que des éléments du patrimoine archéologique* » ;

CONSIDÉRANT que, afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour ces intérêts, les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux (mesures compensatoires relatives à l'avifaune, intégration paysagère des postes de livraison) ;

CONSIDÉRANT que le secteur d'implantation du projet se situe au sein de l'entité paysagère du Pays d'Aire, paysage d'interface entre la plaine de la Lys et le belvédère artésien, que ce paysage agricole constitué de plateaux et implanté aux abords de la cuesta (marche topographique marquant l'interface entre plaines et plateaux) offre une visibilité étendue ;

CONSIDÉRANT qu'il conviendra notamment de gérer la hauteur et le recul des éoliennes par rapport à la ligne de crête de la cuesta, l'altitude du plateau étant de 100 mètres mais les reliefs alentours fluctuants, afin de gérer les vues et les rapports d'échelle sur les plaines et notamment sur les villages de plaine au sein de l'aire immédiate ;

CONSIDÉRANT que le projet se trouve dans le secteur Haut-Artois/Ternois dans une zone de piémont, une attention toute particulière doit être portée au rapport d'échelle entre l'éolienne et la cuesta, la plaine de Lys étant déjà très marquée par la présence de l'éolien ;

CONSIDÉRANT que le projet de la société Parc Éolien du Moulinet consiste à implanter 8 aérogénérateurs sur les communes de Ligny-les-Aire et Westrehem dans une zone déjà investie par l'éolien, en extension du parc éolien de la Carnoye, composé de 6 éoliennes, en service depuis 2017 et qu'il convient donc d'analyser la cohérence avec celui-ci ;

CONSIDÉRANT que les projets éoliens doivent s'inscrire dans ce grand paysage de façon cohérente avec sa composition et son échelle et que la gestion des covisibilités cumulées participe à la protection de la commodité du voisinage et des paysages ; une attention particulière à la cohérence avec les parcs environnants est donc nécessaire pour permettre une densification respectueuse des caractéristiques de ces paysages sans provoquer d'effet d'encerclement et de saturation qui nuirait à la commodité de voisinage ;

CONSIDÉRANT que le secteur comporte de nombreux éléments de patrimoine protégés au titre des monuments historiques (notamment le château de Liettes et l'église inscrite de Febvin-Palfart) et de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (Bassin Minier et ses marqueurs) et qu'il convient à ce titre de veiller à la protection de leur place dans le paysage environnant et à la qualité de l'urbanisation alentour et que ceci concerne particulièrement l'église inscrite aux monuments historiques de Febvin-Palvart, située à un kilomètre ainsi que le site des terrils de la Tirmande et notamment le terril d'Auchy-au-Bois avec son belvédère aménagé sur 360°, situé à deux kilomètres à l'est du projet ;

CONSIDÉRANT que le projet est situé à l'entrée ouest du Bassin Minier au sein du périmètre de perception externe de l'étude paysagère menée de 2006 à 2015 par la Mission Bassin Minier dans le cadre de la procédure d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ;

CONSIDÉRANT que le Bassin Minier est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2012 en tant que « patrimoine culturel évolutif vivant » et qu'il constitue un véritable ouvrage coordonné né de l'action conjointe de l'homme et de la nature et un paysage minier très particulier sous forme d'une "treille minière" avec les cités – comme autant de grappes – et les terrils et étang d'affaissement – comme autant de feuilles – accrochés aux ramures que forment les cavaliers, l'ensemble se connectant aux infrastructures de transport ;

CONSIDÉRANT que les terrils qui font partie des éléments ayant justifié l'inscription du Bassin Minier sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, constituent des repères monumentaux et sont de puissants vecteurs de mémoire, qui ont à l'échelle du Bassin Minier une fonction paysagère et sont des repères prééminents dans l'espace et de véritables signatures de ce territoire singulier ; ils sont au cœur de l'identité paysagère et en constituent la vitrine symbolique. Dans un relief sans aspérités marquantes, ils se détachent et sont très sensibles à toute concurrence visuelle avec des éléments de grande hauteur dans le grand paysage, comme le rappelle le cahier technique de la Mission Bassin Minier d'octobre 2016 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc d'éviter tout aménagement anarchique qui viendrait se superposer à ce paysage typique parfaitement organisé ou concurrencer visuellement un de ses marqueurs au risque de porter atteinte à la lisibilité de cet ensemble exceptionnel ;

CONSIDÉRANT que le développement éolien existant dans ce secteur n'entre pas en covisibilité directe avec les marqueurs du Bassin Minier ni ne crée de rapports d'échelles défavorables ;

CONSIDÉRANT que le paysage dans lequel le projet doit s'insérer présente donc un intérêt particulier qu'il convient de protéger ;

CONSIDÉRANT que le projet, par son implantation, concurrence le site classé UNESCO de la Tirmande, à deux kilomètres du projet, marqueur du Bassin Minier, encadrant de part et d'autre le terril avec un effet de surplomb (photomontages 7, 8, 12.1, 12.2 et 14) ;

CONSIDÉRANT que le projet présente donc un impact fort sur le site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ;

CONSIDÉRANT que le projet vient s'inscrire dans le périmètre de perception du terril classé UNESCO d'Auchy-au-Bois, situé à deux kilomètres du projet, et du terril d'Auchel classé UNESCO situé à 11,6 kilomètres, véritables belvédères du Bassin Minier et qu'il viendra créer un effet d'étalement du développement éolien, constituant ainsi une barrière en fond de toile, dans ce paysage de transition entre la mine et l'agriculture, qui perdrait ainsi sa nature (photomontages 5.2 et 33bis) ;

CONSIDÉRANT que le projet présente donc un impact fort à modéré (identifié comme tel par l'étude paysagère page 172 et page 242) sur ces belvédères classés au patrimoine mondial de l'UNESCO ;

CONSIDÉRANT que le projet forme avec le parc de La Carnoye un groupe cohérent mais non rassemblé, lié au décalage entre les implantations en ligne des deux parcs, qu'un étalement est provoqué par le nombre d'éoliennes et renforcé par des inter-distances irrégulières entre les éoliennes d'une même ligne ainsi qu'entre les deux lignes (photomontages 6.3, 7, 8 et 33bis) ;

CONSIDÉRANT que l'implantation et les inter-distances non régulières entre les éoliennes du projet provoquent une discontinuité de sorte que certains mâts tels que E3 et E8 apparaissent totalement séparés des autres mâts (photomontages 6.4) ;

CONSIDÉRANT que le projet s'insère dans l'axe du cône de vue identifié du château de Liettes, monument historique inscrit en 1929, distant de quatre kilomètres et qu'il sera visible depuis les hauteurs du château (E2, E3, E6, E7 et E8) industrialisant ainsi un cadre naturel et idyllique qui entoure et met en scène celui-ci ;

CONSIDÉRANT que le projet présente donc un impact fort sur ce monument protégé, que ne crée par le parc éolien de la Carnoye ;

CONSIDÉRANT que l'église inscrite aux monuments historiques de Febvin-Palfart constitue un patrimoine qu'il convient de protéger, que cette église de village constitue un repère historique et culturel du territoire et qu'il convient donc d'éviter toute covisibilité dégradante pour ne pas dénaturer cette caractéristique ;

CONSIDÉRANT que les éoliennes E7, E8 et E3 sont en covisibilité avec l'église inscrite de Febvin-Palfart depuis les abords du monument et depuis la D77 au sud de Febvin-Palfart avec effet de surplomb et qu'elles nuisent donc fortement à ce repère historique, et particulièrement l'éolienne E8 de par sa prégnance (photomontages 3.1, 3.2 et 4.2) ;

CONSIDÉRANT que le projet se situe à proximité des villages de Ligny-les-Aire, Febvin-Palfart et Westrehem et que par la dimension monumentale de ses mâts il serait très prégnant depuis les franges de ces villages et le centre de Febvin-Palfart notamment comme le montrent les photomontages n° 3 et n° 4 de l'étude paysagère pour Febvin-Palfart avec les éoliennes E3, E7, E8 et le photomontage n° 1.1 pour Westrehem avec les éoliennes E3 et E7 ;

CONSIDÉRANT donc que le projet d'implantation des éoliennes E3, E7 et E8 est de nature à porter fortement atteinte au paysage, au patrimoine mais aussi à la commodité de voisinage du fait de la proximité visuelle et des rapports d'échelle dégradants depuis de nombreux lieux de vie ;

CONSIDÉRANT que l'emprise cumulée des huit éoliennes du projet du parc du Moulinet avec le parc éolien en fonctionnement de la Carnoye serait de 3,6 kilomètres et constituerait ainsi un obstacle important aux déplacements de l'avifaune, et qu'il est nécessaire de réduire cette emprise ;

CONSIDÉRANT donc que le projet limité aux seules éoliennes E1, E2, E4, E5 et E6 permettra de réduire cette emprise cumulée avec le parc éolien existant de la Carnoye à 2,7 km ;

CONSIDÉRANT la proposition du pétitionnaire, dans son mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale, en date du 28 novembre 2019, d'envisager une variante d'implantation des éoliennes sans l'éolienne E8 ; variante qui n'a cependant fait l'objet d'aucun complément au dossier de demande d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT au regard de tout ce qui précède que le projet d'implantation des éoliennes E3, E7 et E8 est de nature à porter fortement atteinte à l'environnement, au paysage, au patrimoine, à la commodité du voisinage et à la protection de la nature, intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, sans que le présent arrêté ne puisse spécifier de mesures de nature à prévenir cette atteinte ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Titre 1 Dispositions générales

Article 1.1 : Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisations prévues par les articles L.5111-6, L.5112-2 et L.5114-2 du code de la défense, autorisations requises dans les zones de servitudes instituées en application de l'article L.5113-1 de ce code et de l'article L.54 du code des postes et des communications électroniques, et par l'article L.6352-1 du code des transports, lorsqu'elles sont nécessaires à l'établissement d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Article 1.2 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La société SAS Parc Éolien du Moulinet dont le siège social est situé 1-5 rue Jean Monnet, 94130 Nogent-sur-Marne, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1.1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 1.3 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Éolienne	Commune	Référence cadastrale	Coordonnées Lambert 93	
			x	y
E1	Ligny-les-Aire	D411	651 735,300	7 051 235,100
E2	Ligny-les-Aire	D292 D340	652 062,567	7 050 933,743
E4	Ligny-les-Aire	D328	651 562,128	7 050 769,315
E5	Ligny-les-Aire	D323	651 745,465	7 050 522,135
E6	Ligny-les-Aire	ZC9	651 968,952	7 050 290,965
PDL	Westrehem	A311	652 220,647	7 049 990,407

Article 1.4 : Refus

La demande d'autorisation environnementale pour les machines E3, E7 et E8 est refusée.

Article 1.5 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposé par le demandeur ainsi que les mesures prévues dans le mémoire en réponse à l'enquête publique. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Titre 2
Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter
au titre de l'article L.181-1-2° du code de l'environnement (ICPE)

Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique
de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comportant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 mètres	Nombre d'aérogénérateurs : 5 Hauteur totale en bout de pale de 150 mètres Puissance unitaire max : 2,2 MW Puissance totale max : 11 MW	A

A : installation soumise à Autorisation

Article 2.2 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 susvisé

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.1.

Le montant des garanties financières à constituer en application des articles R.553-1 à R.553-4 du code de l'environnement par la société Parc Éolien du Moulinet, s'élève donc à :

$$M(2019) = 5 \times 50\,000 \times ((\text{Index}_{2019} \times \text{coefficient de raccordement}) / \text{Index}_{2011} \times (1 + \text{TVA}_{2019}) / (1 + \text{TVA}_{2011}))$$

$$M(2019) = 5 \times 50\,000 \times (110,4 \times 6,5345 / 667,7 \times (1 + 0,2) / (1 + 0,196)) = 269\,209,27 \text{ euros}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

Index₂₀₁₉ = 110,4 est l'indice TP01 en vigueur au JO du 21 mars 2020 ;

Index₂₀₁₁ = 667,7 est l'indice TP01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011 ;

TVA₂₀₁₈ = 20 % est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur en 2020 ;

TVA₂₀₁₁ = 19,6 % est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur au 1^{er} janvier 2011 ;

coefficient de raccordement = 6,5345 valeur fixe du coefficient faisant le lien entre les anciennes et les nouvelles valeurs de l'indice TP01 depuis le mois d'octobre 2014.

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 2.3 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

Le respect des mesures prescrites dans l'arrêté fait l'objet de la vérification par un écologue. Le rapport de l'écologue est tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

I.- Protection des chiroptères /avifaune

Article 2.3.1 : Limitation de l'attractivité du parc éolien

Sur les plate-formes des éoliennes, il est proscrit toute plantation ou semis de prairie ou de jachère. Toute recolonisation naturelle de type friche est évitée par fauche. L'entretien de la base de l'éolienne proscrit l'utilisation d'herbicides.

Pour éviter l'attractivité des éoliennes, seul l'éclairage réglementaire obligatoire est mis en place.

Article 2.3.2 : Bridage des machines en faveur des chiroptères

Conformément à l'étude d'impact, l'exploitant met en place un dispositif de bridage en faveur des chiroptères pour les éoliennes E1, E2, E4, E5, et E6.

Ce plan de bridage sera mis en place :

- entre le 1er avril et le 31 octobre ;
- durant l'heure précédant le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant son lever ;
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 mètres par seconde ;
- lorsque la température est supérieure à 7 °C.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement les enregistrements justifiant l'arrêt de l'activité des éoliennes.

Ces dispositions pourront être revues suite aux premiers résultats des suivis de mortalité post-implantation, après accord de l'Inspection de l'Environnement.

Article 2.3.3 : Mesures de compensation – Création de surfaces prairiales

Avant le début des travaux, l'exploitant met en place un conventionnement avec les agriculteurs, pour la création de milieux attractifs de type prairial, en dehors de l'emprise du parc, d'une surface totale d'environ 10 ha.

L'objectif étant de créer des milieux plus favorables à la chasse et à la reproduction en périphérie de la zone d'implantation afin de créer des secteurs d'attractivité en dehors du parc et ainsi prévenir la perte d'habitat et de qualité des milieux ouverts.

Un suivi de la mesure est mis en place pour évaluer son efficacité pour les populations ciblées.

Article 2.3.4 : Mesures spécifiques pour les busards

L'exploitant met en place un plan de protection des busards (cendré, des roseaux et Saint-Martin) qui se décline en trois points :

1. la localisation des nids et le suivi de l'envol des jeunes ;
2. la mise en place de mesures de protection en lien avec l'agriculteur (une convention sera proposée et soumise à son accord) ;
3. le suivi des moissons et le sauvetage des nids.

Des passages réguliers sont réalisés sur le site pour contrôler l'évolution de la nichée et une forte disponibilité pour le sauvetage des nids en période de moisson. Pendant les cinq ans qui suivent la mise en fonctionnement du parc éolien et une fois tous les dix ans, le suivi des populations de busards dans

l'environnement du parc éolien visera la localisation des nids au niveau de l'aire de recherche (rayon de deux kilomètres autour des implantations projetées).

Dès la mise en service du parc, l'exploitant propose à l'Inspection de l'Environnement un plan de suivi des busards au-delà des exigences de la réglementation actuelle.

La recherche des nids suit de façon rigoureuse la méthodologie de recherche proposée dans le cahier technique relatif à ce thème établi par la LPO Mission rapace. Toutes les précautions sont prises pour éviter tout dérangement et préjudice qui pourraient entraîner l'effarouchement ou la venue éventuelle de prédateurs suite aux traces laissées à travers les cultures. Une fois le nid d'un couple de busards localisé, et sous réserve de l'accord des agriculteurs concernés, un travail d'assistance est mis en place au cours de la phase de protection du nid découvert. L'Inspection de l'Environnement est informée en cas de localisation de nid(s).

Le travail de protection du nid consiste d'abord à le ceinturer d'un grillage sur environ un mètre de hauteur pour éviter la fuite des poussins pendant la fauche (lesquels pourraient être effarouchés par le bruit et les vibrations de l'engin agricole) puis d'établir un balisage sur environ deux mètres autour du site de nidification (utilisation de piquets) pour le rendre bien visible au cours du moissonnage. Ces dispositifs ne restent que pendant la fauche. Les prospections liées à l'étude des populations de busards se déroulent de début mai à fin juillet (période de nidification) selon un calendrier défini dans le dossier de demande d'autorisation. Ces prospections font l'objet d'un rapport transmis à l'Inspection de l'Environnement sous un délai d'un mois.

Méthodologie d'observation :

Les investigations de terrain s'effectuent dans un rayon de deux kilomètres par rapport aux sites d'implantation des éoliennes. Les observations du rapace se traduisent par l'installation de postes d'affût permettant une vue dégagée sur l'ensemble de l'espace de vol lié à l'aire d'étude. Ces observations par point fixe se complètent de transects, une fois le nid localisé par observation des allers-venues du mâle autour du site de reproduction.

II.- Protection du paysage

Article 2.3.5 : Intégration paysagère des postes de livraison

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré. L'exploitant prend les dispositions appropriées afin d'intégrer au mieux le poste de livraison dans le paysage.

Article 2.3.6. Chemins d'accès aux éoliennes

Les règles applicables en matière d'itinéraires de promenade et de randonnée dans le département du Pas-de-Calais sont respectées et l'état et la qualité paysagère des chemins sont maintenus.

Article 2.4 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Article 2.4.1. Protection des enjeux écologiques existants

Cf. article 2.3.4 pour la protection des nichées de busards.

Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela, l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires à en garantir la préservation et communique ces

éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale.

Lors de la phase de chantier, les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairies sont préservés, hors des emprises définies par le dossier et nécessaires à la réalisation du projet, des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...).

Enfin, les milieux sont restaurés dans leur état écologique initial après chantier.

Article 2.4.2. Protection des sols et des eaux souterraines

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier.

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'œuvre et l'équipe travaux. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, notamment, les personnes et organismes à contacter en cas de déversements accidentels ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgence à mettre en œuvre, dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier). L'exploitant doit fournir ce plan d'intervention et sensibiliser tout le personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur le cas de pollution accidentelle. Il devra être partie intégrante du PGC ou du suivi de chantier vert avec le bureau de contrôle en phase chantier.

En base vie, une zone étanche avec rétention est aménagée pour le stockage des produits dangereux. Sur les plateformes, si stockage de petites quantités de produits dangereux il y a, cela se fera sur des bacs de rétention étanches. L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Aucun entretien des machines n'est autorisé sur le site. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites dans les zones hydrologiques sensibles notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide.

Il convient de veiller à ne pas favoriser l'infiltration d'eau susceptible d'être polluée au niveau de la zone de travaux. En cas de pollution, les eaux polluées sont pompées et stockées dans des réservoirs mis à disposition sur le site et à proximité immédiate du site des travaux. Ces réservoirs, s'ils sont utilisés, sont placés sur rétention.

En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, sans délais, la zone concernée par l'incident est traitée par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité, elles sont évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.

Article 2.4.3. Période du chantier

Il convient dans la mesure du possible d'effectuer les travaux au cours de périodes où le sol n'est pas trop gorgé d'eau afin d'éviter le phénomène d'orniérage. Plus généralement, le calendrier de chantier est calé sur les contraintes écologiques locales (phénologie de la reproduction des espèces sensibles) et adapté en permanence pendant le déroulement du chantier sur les conseils d'un expert écologue.

La période de travaux doit en effet être adaptée en fonction du calendrier des espèces et notamment éviter les périodes de nidification des oiseaux jugés les plus sensibles et nichant en espaces ouverts. Les espèces concernées ici sont les busards et le vanneau huppé.

Ainsi, les opérations qui présentent le plus d'impacts (décapages des terres, excavations...) ne doivent pas être démarrées pendant les mois compris entre les mois d'avril et de juillet.

Si cette mesure n'est pas réalisable, et que les travaux doivent commencer pendant la période de nidification, l'exploitant vérifie avant le démarrage des travaux s'il y a présence d'oiseaux nicheurs. Pour ce faire le passage d'un écologue sur chacun des emplacements d'éoliennes est diligenté. Dans le cas d'une nidification avérée, les travaux sont décalés dans le temps ou l'espace afin de ne pas perturber le site de nidification.

Article 2.4.4. Organisation du chantier

Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction du parc éolien en amont des premiers travaux et ce jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :

- un ou des réfectoires ;
- des vestiaires ;
- des sanitaires ;
- des bureaux ;
- une ou des zones de stockage.

Le périmètre du chantier est bien délimité, il préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire.

Les aires de stockage doivent être organisées de façon à éviter la création d'obstacles visuels pouvant dénaturer la perception des vues paysagères du territoire.

L'alimentation en eau du chantier sera réalisée soit par le biais d'une citerne soit en se raccordant à un réseau d'eau à proximité. Les volumes d'eau utilisés seront suivis.

Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature, afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées.

La terre végétale décapée au niveau des aires de levage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont également stockés sur place puis, dans la mesure du possible, mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier. Les éventuels matériaux excédentaires sont exportés conformément aux réglementations en vigueur.

Article 2.4.5. Prévention des nuisances

Afin de limiter la gêne occasionnée par le chantier pour les riverains et les usagers du site, les mesures qui suivent sont mises en œuvre.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Les engins

de chantier sont conformes à un type homologué et leurs niveaux de bruit émis sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les travaux auront lieu préférentiellement en période diurne et en tout état de cause en dehors de la période 22 heures – 5 heures.

La trêve de repos hebdomadaire sera observée, conformément aux exigences du code du travail.

La phase de travaux peut générer des émissions de poussières. Si besoin (par temps sec et venté), les abords et les accès du chantier seront arrosés pour réduire les émissions et la propagation de poussières.

Article 2.4.6. Accès

Pour ne pas trop empiéter sur les secteurs agricoles, les chemins existants sont utilisés au maximum et les prélèvements sur accotements sont limités au strict nécessaire en conformité avec les plans détaillés fournis dans le dossier du pétitionnaire. Les chemins permettant d'accéder au site seront si besoin renforcés pour le passage des engins et poids lourds. Les chemins utilisés lors de la phase chantier sont remis dans l'état dans lequel ils étaient avant les travaux lorsqu'une dégradation est constatée et si ces derniers ne sont pas nécessaires à l'exploitation du projet. Dans le cas contraire, la remise en état des chemins intervient au moment du démantèlement du projet.

Si des phénomènes d'érosion et de ruissellement sont constatés suite au chantier, les dispositions sont prises pour favoriser le drainage des écoulements et pour assurer le maintien et la stabilité des sols en bordure des chemins ou de l'aire de grutage. La réparation des dégradations du site et des voiries intervient dans les six mois après la clôture du chantier. Ce délai peut être aménagé suivant les conditions climatiques (attentes de conditions favorables sèches, de températures tempérées pour mise en place des traitements).

Article 2.4.7. Sécurité

Une attention particulière est apportée à la sécurité des usagers des routes empruntées par les convois de transport et les engins de chantier.

Article 2.5 : Auto-surveillance

En complément des mesures d'auto-surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto-surveillance complémentaire défini au présent article.

Article 2.5.1. Programme d'auto-surveillance

Article 2.5.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto-surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'Inspection de l'Environnement.

Les articles suivants (2.5.1.2 ; 2.5.2 ; 2.5.2.1) définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

Article 2.5.1.2. Contrôles et analyses, contrôles inopinés

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection de l'Environnement peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.5.2. Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance

Article 2.5.2.1. Autosurveillance des niveaux sonores

La première campagne de mesures acoustiques sera menée dans les six mois suivant la mise en service des installations. Les résultats seront transmis à l'Inspection de l'Environnement dans le mois suivant la réception du rapport de mesures par l'exploitant.

Cette étude devra être réalisée en conformité avec l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE.

Article 2.5.2.2. Plan de bridage

Dans l'étude acoustique du dossier de demande d'autorisation, il a été constaté des risques de dépassements aux émergences réglementaires en période nocturne pour certaines vitesses de vent.

L'exploitant a prévu un plan de bridage dans son étude acoustique pour respecter la réglementation. Celui-ci est automatiquement mis en place lors de la mise en service du parc conformément aux modalités décrites dans le dossier.

Article 2.6 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 2.5, les analyses et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto-surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'Inspection de l'Environnement. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

Dans le cas de la mise en place d'un plan de bridage et/ou d'arrêt des éoliennes, le plan de bridage et/ou l'arrêt des aérogénérateurs peut être renforcé, ou réajusté le cas échéant, au regard des résultats des mesures réalisées et après validation par l'Inspection de l'Environnement.

Article 2.7 : Suivis

Un suivi pluriannuel de l'avifaune et des chiroptères est mis en place à la mise en service industrielle du parc éolien, conformément à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à

autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Ce suivi doit être réalisé une première fois dans les trois premières années puis renouvelé tous les dix ans.

En fonction des résultats du suivi, les mesures réductrices et/ou compensatoires sont ajustées si nécessaire.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement, dès qu'il en dispose, les rapports de ces suivis de peuplement en chiroptères et avifaune ainsi que leur analyse.

À l'occasion de chaque rapport d'étape de suivi ainsi qu'à l'issue de cette évaluation des impacts réels du parc, l'exploitant détermine si des mesures sont nécessaires à maintenir et à favoriser le peuplement des chiroptères et/ou des oiseaux. Ces mesures sont validées par l'Inspection de l'Environnement. L'exploitant s'assure de leur mise en œuvre.

Article 2.8 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, de suivis et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement sur le site durant cinq années au minimum.

Article 2.9 : Porter à connaissance

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 2.10 : Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures des articles R.515-105 à R.515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

Article 2.11 : Communication à l'Inspection de l'Environnement

L'exploitant préviendra l'Inspection de l'Environnement du démarrage du chantier et de la mise en fonctionnement du parc, au minimum quinze jours avant les dates prévues.

Titre 3 Dispositions diverses

Article 3.1 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Douai :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3.2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1. une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée en mairies de Westrehem et Ligny-les-Aire et peut y être consultée ;
2. un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Westrehem et Ligny-les-Aire pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
3. l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38, à savoir : Ames, Amettes, Auchy-au-Bois, Bailleul-lès-Pernes, Beaumetz-lès-Aire, Blessy, Bomy, Enquin-lez-Guinegatte, Emy-Saint-Julien, Estrée-Blanche, Febvin-Palfart, Fiefs, Fléchin, Fontaine-lès-Boulans, Fontaine-lès-Hermans, Laires, Lespesses, Lières, Liettes, Ligny-lès-Aire, Linghem, Lisbourg, Nédon, Nédonchel, Norrent-Fontes, Prédefin, Quernes, Rely, Rombly, Sachin, Sains-lès-Pernes, Saint-Hilaire-Cottes, Westrehem et Witternesse.
4. l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais, à l'adresse suivante www.pas-de-calais.gouv.fr/Publications, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3 : Information

Le pétitionnaire informe les services de l'Aviation Civile, de l'Armée de l'Air et l'Inspection de l'Environnement de l'emplacement exact en coordonnées géographiques (WGS 84) du projet sur ce site, de l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que de la hauteur hors tout (pales comprises) des éoliennes, de manière à les répertorier sur les cartes aéronautiques. L'exploitant informe l'Inspection de l'Environnement, les services de la Défense (sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord) et la Délégation de l'aviation Civile Hauts-de-France (SNIA – SNIA Nord – UGD Guichet unique urbanisme – servitudes aéronautiques – 82 rue des Pyrénées – 75970 Paris Cedex 20 – snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr), au moins 15 jours avant le début des travaux, de la date de début et de la durée du chantier, en apportant les informations suivantes afférentes à chaque éolienne :

- coordonnées géographiques (WGS84) ;
- hauteur totale ;
- altitude du terrain en mètres NGF.

La déclaration d'ouverture de chantier (DOC), la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) et la date de mise en service industrielle sont transmises, au moins 15 jours avant la mise en service, à la Délégation de l'aviation Civile Hauts-de-France (voir coordonnées ci-dessus), à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord et à l'Inspection de l'Environnement.

Article 3.4 : Caducité de l'arrêté

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de dix ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure.

Article 3.5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-préfète de Béthune et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Parc Éolien du Moulinet et dont une copie sera adressée aux maires des communes de Westrehem et Ligny-les-Aire ainsi qu'aux maires des communes concernées par le périmètre du rayon d'affichage.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Alain CASTANIER

Copies destinées à :

- Société Parc Éolien du Moulinet – 1-5 rue Jean Monnet, 94130 Nogent-sur-Marne
- Sous-préfecture de Béthune
- mairies de Ames, Amettes, Auchy-au-Bois, Bailleul-lès-Pernes, Beaumetz-lès-Aire, Blessy, Bomy, Enquin-lez-Guinegatte, Erny-Saint-Julien, Estrée-Blanche, Febvin-Palfart, Fiefs, Fléchin, Fontaine-lès-Boulans, Fontaine-lès-Hermans, Laires, Lespesses, Lières, Liettes, Ligny-lès-Aire, Linghem, Lisbourg, Nédon, Nédonchel, Norrent-Fontes, Prédefin, Quernes, Rely, Rombly, Sachin, Sains-lès-Pernes, Saint-Hilaire-Cottes, Westrehem et Witternesse
- Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer
- Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours
- Dossier
- Chrono